

BUDGET
2002-2003

Plan

budgétaire

Le 1^{er} novembre 2001

Plan budgétaire 2002-2003

Section 1

Évolution de l'économie depuis le début de 2001 et perspectives révisées pour 2001 et 2002

Section 2

La situation financière du gouvernement en 2001-2002 et les emprunts du secteur public

Section 3

Orientations budgétaires et financières du gouvernement

Section 1

Évolution de l'économie depuis le début de 2001 et perspectives révisées pour 2001 et 2002

Évolution de l'économie depuis le début de 2001

- ❑ Un ralentissement plus accentué que prévu de l'économie des États-Unis en 2001 3
 - ❑ Les principales causes..... 5
 - ❑ Un ralentissement aggravé par les attentats terroristes 9
 - ❑ Réaction des autorités américaines..... 10
- ❑ Le Québec est affecté par le ralentissement aux États-Unis 11
 - ❑ Repli des exportations internationales 11
 - ❑ Tassement du marché du travail..... 13
- ❑ La demande intérieure continue à progresser 14
 - ❑ Les ménages étaient toujours confiants avant les attentats 14
 - ❑ Bonne progression des dépenses de consommation 15
 - ❑ Hausse de la construction résidentielle 15

Perspectives économiques révisées pour 2001 et 2002

- ❑ Rappel des prévisions du Budget 2001-2002 : un ralentissement était déjà prévu 18
- ❑ Des perspectives de croissance à court terme amoindries par les attentats terroristes 18
- ❑ Les facteurs clés d'une reprise de la croissance en 2002..... 20
 - ❑ Important assouplissement de la politique monétaire..... 20
 - ❑ Des mesures gouvernementales de soutien à l'économie 21
- ❑ Les prévisions révisées pour 2001 et 2002 22
 - ❑ Redressement des exportations en 2002 22
 - ❑ Poursuite de la croissance de la demande intérieure 23
- ❑ Comparaison avec les prévisions du secteur privé 25

Évolution de l'économie depuis le début de 2001 et perspectives révisées pour 2001 et 2002

Depuis le dépôt du Budget 2001-2002, la situation de l'économie a été affectée par différents événements, le plus marquant étant les tragiques attentats terroristes du 11 septembre à New York et Washington. La présente section fait le point sur la situation actuelle de l'économie du Québec, à la lumière des éléments nouveaux et des informations disponibles au milieu du mois d'octobre 2001. Elle expose également les révisions apportées aux prévisions économiques pour 2001 et 2002 depuis le dernier budget et les compare à celles réalisées par le secteur privé.

Évolution de l'économie depuis le début de 2001

Un ralentissement plus accentué que prévu de l'économie des États-Unis en 2001

Après avoir maintenu un rythme annuel de progression de plus de 4 % de 1997 à 2000, il était prévu par la majorité des experts que l'économie américaine allait croître moins rapidement en 2001. Au moment du dernier budget, la moyenne des prévisions du secteur privé établissait à quelque 2 % la croissance économique aux États-Unis en 2001. C'était également l'hypothèse qui avait été retenue lors de la préparation des prévisions économiques pour le Québec au budget de mars dernier.

Ce ralentissement de l'économie américaine était anticipé en raison de plusieurs facteurs, notamment :

- la Réserve fédérale américaine avait resserré considérablement la politique monétaire en 2000 : hausse des taux d'intérêt – fonds fédéraux – de 4,75 % en juin 1999 à 6,50 % en mai 2000, un niveau qui a été ensuite maintenu jusqu'en décembre 2000;
- le maintien du coût de l'énergie à un niveau élevé allait réduire le pouvoir d'achat des ménages et les marges bénéficiaires des entreprises : augmentation du prix du pétrole de 18 \$ US en 1999 à 28 \$ US en 2000;
- le repli important des marchés boursiers allait freiner l'investissement des entreprises et la consommation des ménages : entre le milieu de mars 2000 et février 2001, le Nasdaq (indice boursier principalement constitué de titres technologiques) s'était déjà corrigé à la baisse de 57 % et le S&P 500 (indice boursier des 500 plus grandes sociétés américaines) de 7 %;

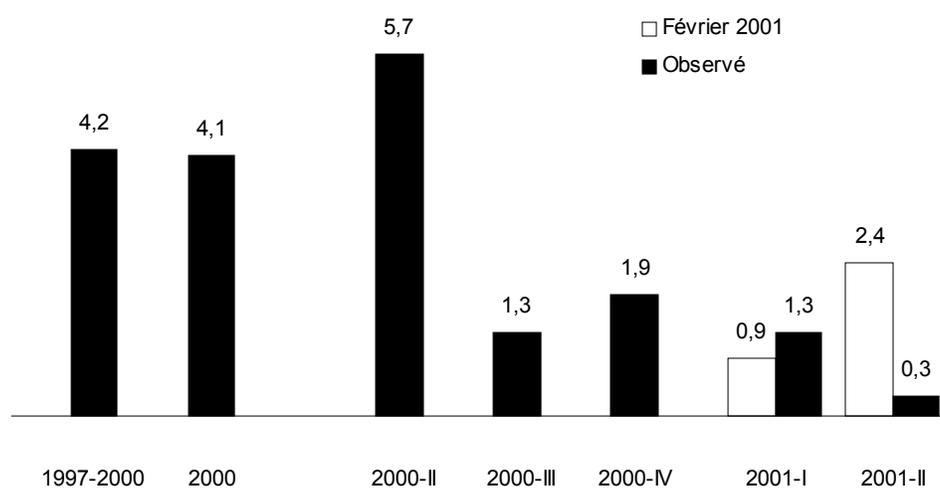
- les ventes d'automobiles aux États-Unis allaient continuer à diminuer, le parc d'automobiles ayant été rajeuni au cours des années précédentes : les prévisionnistes anticipaient une diminution du nombre de véhicules vendus en 2001 d'environ 8 %.

Non seulement ce ralentissement s'est-il matérialisé, il a été en fait un peu plus accentué que prévu au cours des huit premiers mois de 2001.

GRAPHIQUE 1.1

RALENTISSEMENT ÉCONOMIQUE PLUS ACCENTUÉ QUE PRÉVU AUX ÉTATS-UNIS EN 2001

(PIB réel, variation en pourcentage à taux annuel)



Source : DRI-WEFA.

En effet, après avoir atteint 5,7 % à taux annuel au deuxième trimestre de 2000, la croissance du PIB réel n'a plus dépassé la barre des 2 % : elle s'est établie à 1,3 % et 1,9 %, respectivement, au troisième et quatrième trimestre de 2000 et à 1,3 % et 0,3 %, respectivement, au premier et deuxième trimestre de 2001.

Ce n'est toutefois qu'au deuxième trimestre de 2001 et durant l'été que la croissance économique américaine a véritablement démontré des signes de ralentissement plus prononcé que prévu.

Les principales causes

Le ralentissement économique aux États-Unis en 2001 s'est accentué sous l'effet combiné de plusieurs facteurs.

- **Repli plus prononcé des marchés boursiers**

Les marchés boursiers ont continué à chuter depuis le début de l'année, et ce, plus fortement que prévu. Ce repli traduit principalement une révision à la baisse des perspectives de bénéfices et un surinvestissement dans certains secteurs de l'économie au cours des dernières années. Entre le 30 janvier et le 10 septembre 2001, l'indice boursier Nasdaq a diminué de 40 % (de 2838 à 1695) et le S&P 500 de plus de 20 % (de 1374 à 1093). Ces baisses s'ajoutent à celles observées en 2000. La bulle spéculative sur les titres de haute technologie, observée à la fin des années 1990, s'est donc rapidement dégonflée.

Cette chute des cours boursiers a provoqué une restructuration importante du secteur des technologies de l'information et des communications. Elle a également forcé des entreprises à abandonner ou à surseoir à certains de leurs projets d'investissement. De même, en diminuant la richesse des ménages, la correction boursière a affecté leur confiance et certains de leurs projets de dépenses.

GRAPHIQUE 1.2

DÉGONFLEMENT DE LA BULLE SPÉCULATIVE SUR LES TITRES TECHNOLOGIQUES (Indice Nasdaq)



Source : Bloomberg.

GRAPHIQUE 1.3

REPLI IMPORTANT DU S&P 500 (Indice S&P 500)



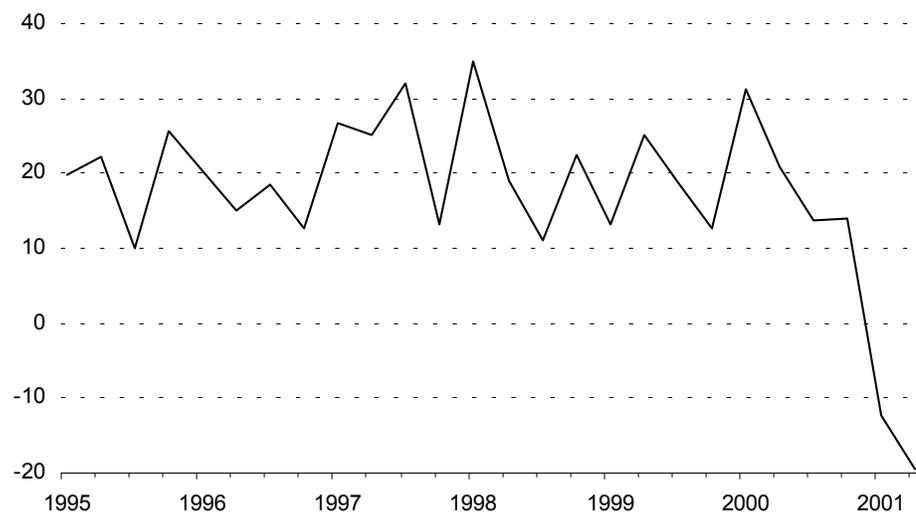
Source : Bloomberg.

▪ **Chute de la demande pour le matériel informatique et de télécommunication**

Aux prises avec un ralentissement de la demande, une baisse de leurs profits, un accès plus difficile au financement corporatif et des inventaires trop élevés, les entreprises américaines ont réduit substantiellement leurs investissements en matériel informatique et de télécommunication depuis le début de l'année. Ainsi, après avoir augmenté à un rythme annuel moyen de près de 20 % depuis 1995, la demande pour ces produits a chuté de 12,4 % et de 19,5 %, respectivement, au premier et deuxième trimestre de 2001.

GRAPHIQUE 1.4

FORTE CHUTE DES INVESTISSEMENTS EN MATÉRIEL INFORMATIQUE ET DE TÉLÉCOMMUNICATION AUX ÉTATS-UNIS
(variation en pourcentage à taux annuel)



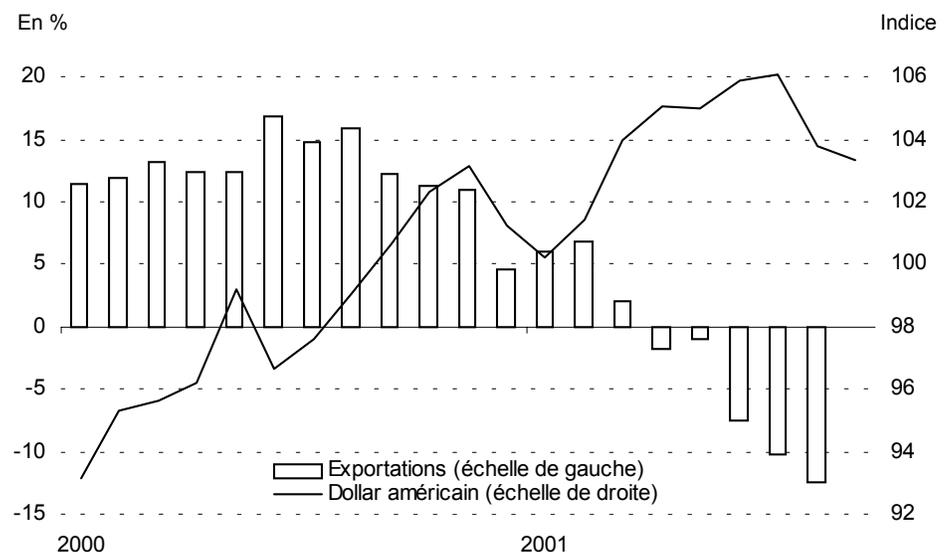
Source : Bureau of Economic Analysis des États-Unis.

▪ **Vigueur de la devise américaine**

Malgré un ralentissement de la croissance économique, le dollar américain s'est apprécié de près de 6 % entre janvier et juillet 2001 par rapport aux devises de ses principaux partenaires commerciaux. Une évolution qui s'explique par une entrée importante de capitaux étrangers due au rôle de valeur refuge du dollar américain et aux perspectives économiques favorables aux États-Unis à moyen terme. La force du dollar américain a contribué à une décroissance des exportations des États-Unis de près de 13 % entre août 2000 et août 2001.

GRAPHIQUE 1.5

L'APPRÉCIATION DU DOLLAR AMÉRICAIN A CONTRIBUÉ À LA DIMINUTION DES EXPORTATIONS DES ÉTATS-UNIS (variation en pourcentage et indice)



Source : DRI-WEFA.

▪ **Prix plus élevés de l'énergie et des aliments**

Les prix de l'énergie et des aliments plus élevés que prévu au premier semestre de 2001 ont réduit le pouvoir d'achat des ménages et, en ce qui concerne les prix de l'énergie, les marges bénéficiaires des entreprises.

Le prix du pétrole est en effet demeuré relativement élevé au cours des six premiers mois de 2001, s'établissant en moyenne à près de 27 \$ US, soit un niveau nettement supérieur à celui observé en moyenne au cours des quinze dernières années (18,5 \$ US). Il s'est ainsi maintenu dans le haut de la fourchette cible des pays de l'OPEP (entre 22 \$ US et 28 \$ US).

GRAPHIQUE 1.6

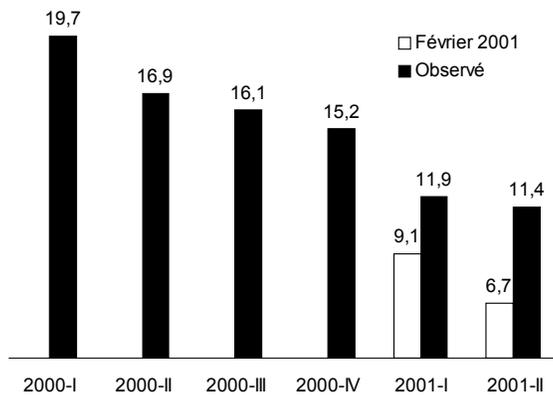
**LE PRIX DU PÉTROLE EST DEMEURÉ ÉLEVÉ
AU PREMIER SEMESTRE DE 2001**
(\$ US/baril)

Source : Bloomberg.

Le prix de l'essence a non seulement été affecté par le niveau élevé du prix du pétrole, il a également été soumis à des pressions à la hausse en raison d'un faible niveau d'inventaires et de capacités de raffinage temporairement réduites dues notamment à des incendies majeurs dans les raffineries aux États-Unis. Les raffineries se sont également concentrées sur la production d'autres produits plus rentables tel le mazout durant cette période. De plus, on a observé une forte hausse du prix du gaz naturel, en raison principalement d'une forte construction de maisons neuves utilisant cette forme d'énergie. Enfin, la crise énergétique en Californie, provoquée principalement par une mauvaise planification de la déréglementation, a fait augmenter les prix de l'électricité dans cette région.

GRAPHIQUE 1.7

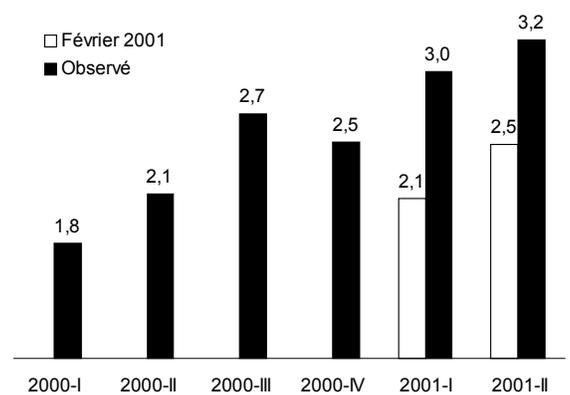
DIMINUTION DES PRIX DE L'ÉNERGIE AUX ÉTATS-UNIS MOINS RAPIDE QUE PRÉVU
(variation annuelle en pourcentage)



Source : DRI-WEFA.

GRAPHIQUE 1.8

FORTE AUGMENTATION DES PRIX DES ALIMENTS AUX ÉTATS-UNIS
(variation annuelle en pourcentage)



Source : DRI-WEFA.

Par ailleurs, les prix des produits alimentaires se sont inscrits en hausse de manière plus importante qu'anticipé en raison de divers facteurs ayant affecté l'offre de ces produits. Le prix des fruits et des légumes a été affecté par les mauvaises conditions climatiques dans les régions du Sud-Ouest des États-Unis alors que les viandes et les produits connexes ont souffert de l'offre réduite sur les marchés internationaux à la suite des épizooties en Europe.

Un ralentissement aggravé par les attentats terroristes aux États-Unis

Les attentats terroristes du 11 septembre 2001 ont aggravé le ralentissement déjà en cours de l'économie américaine. À court terme, en plus de ralentir fortement l'activité économique et financière dans l'une des villes les plus importantes des États-Unis, ces événements ont entraîné :

- des réductions importantes d'activité dans les secteurs du transport aérien, de l'aéronautique, du tourisme et du secteur financier, qui ont donné lieu à d'importantes mises à pied;
- une détérioration de la confiance des agents économiques à la suite du climat d'incertitude provoqué par ces attentats.

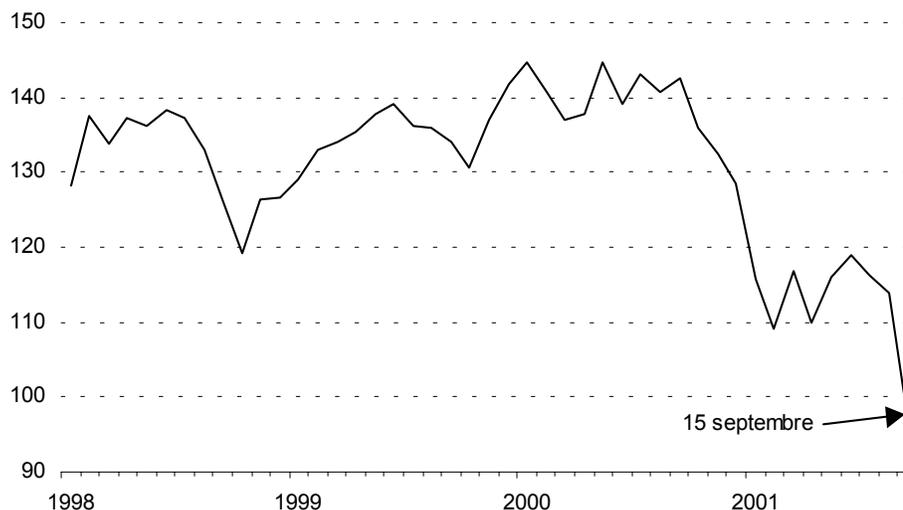
La confiance des ménages aux États-Unis avait cependant commencé à diminuer significativement avant même les événements du 11 septembre. En effet, entre mai 2000 et août 2001, l'indice de confiance des ménages, mesuré par le Conference Board, a chuté de 21 %, notamment en raison de la détérioration du marché du travail – perte de près de 500 000 emplois au cours des six derniers mois – et des marchés

boursiers. Une chute additionnelle de 15 % a été observée en septembre, après les attentats.

GRAPHIQUE 1.9

CONFIANCE DES CONSOMMATEURS

(Indice du Conference Board)



Source : DRI-WEFA.

Réaction des autorités américaines

Pour relancer l'économie et atténuer les effets des attentats terroristes, les autorités américaines ont toutefois réagi rapidement. Plusieurs mesures ont ainsi été mises de l'avant après le 11 septembre.

D'abord, des liquidités additionnelles ont été injectées dans le système bancaire pour assurer la fluidité de son fonctionnement. Ensuite, le taux d'intérêt des fonds fédéraux aux États-Unis a été abaissé de 100 points de base (-50 points le 17 septembre et -50 points le 2 octobre), à 2,5 %, portant à 400 points la réduction des taux d'intérêt de court terme aux États-Unis depuis le début de l'année.

De plus, le gouvernement américain a mis en place plusieurs fonds d'urgence. Un premier fonds de 40 MM\$ US pour venir en aide aux victimes, accroître la sécurité et procéder au nettoyage et à la remise en état. Une somme de 15 MM\$ US a ensuite été annoncée pour prêter assistance aux compagnies aériennes.

Enfin, le gouvernement américain s'est engagé à mettre en place un plan de stimulation de l'économie de l'ordre de 100 MM\$ US, principalement axé sur des baisses d'impôt. Les réductions d'impôt s'ajouteraient à la baisse de 55 MM\$ US en 2001 déjà en vigueur selon le plan de réduction de 1 350 MM\$ US sur 11 ans approuvé plus tôt cette année.

Malgré cette réaction rapide des autorités américaines, les conditions économiques se sont rapidement détériorées au cours des derniers mois, forçant les prévisionnistes à revoir à la baisse la croissance économique des États-Unis en 2001.

Le Québec est affecté par le ralentissement aux États-Unis

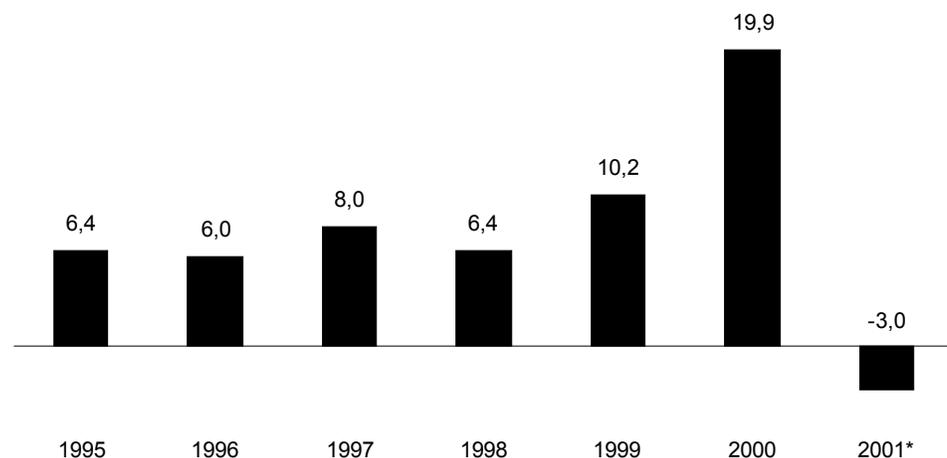
Fortement intégré avec l'économie américaine, puisque plus de la moitié de ses exportations de marchandises y sont destinées, le Québec est affecté par l'évolution de la situation économique au sud de sa frontière depuis le début de l'année.

Repli des exportations internationales

Après une croissance exceptionnelle de près de 20 % l'an dernier, les exportations internationales de marchandises du Québec affichent un recul de 3,0 % en moyenne depuis le début de l'année par rapport à la période correspondante en 2000.

GRAPHIQUE 1.10

LES EXPORTATIONS INTERNATIONALES DU QUÉBEC SONT AFFECTÉES PAR LE RALENTISSEMENT AUX ÉTATS-UNIS (variation en pourcentage, en dollars constants)

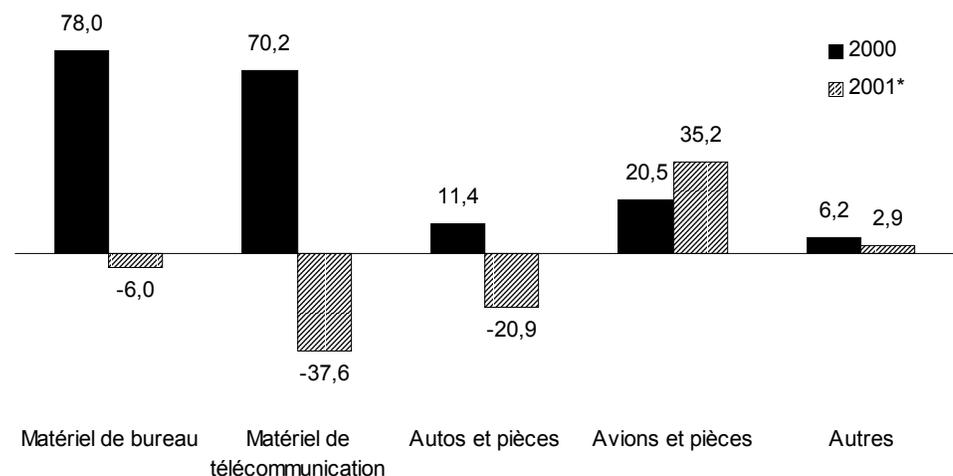


*Moyenne des 7 premiers mois de 2001.
Source : Institut de la statistique du Québec.

Parmi les secteurs les plus durement touchés, on retrouve le matériel de bureau et le matériel de télécommunication, en baisse respectivement de 6,0 % et de 37,6 % depuis le début de l'année. Ces deux secteurs avaient crû très fortement en 2000. Cette année, ils ont été affectés par le repli marqué des investissements en matériel informatique et de télécommunication aux États-Unis. Le secteur de l'automobile connaît également un recul important, de 20,9 %. Par ailleurs, le secteur aéronautique demeure en forte croissance (35,2 %) avant les événements du 11 septembre dernier, alors que les autres secteurs continuaient à progresser mais de façon plus modérée (2,9 %).

GRAPHIQUE 1.11

UN REPLI DES EXPORTATIONS EN 2001 CONCENTRÉ DANS LE MATÉRIEL DE BUREAU ET DE TÉLÉCOMMUNICATION
(variation en pourcentage, en dollars constants)



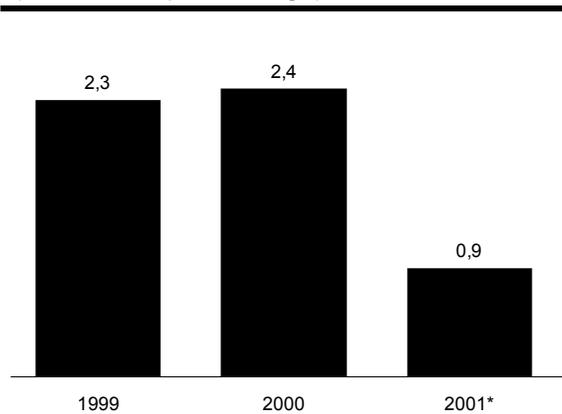
*Moyenne des 7 premiers mois de 2001.
Source : Institut de la statistique du Québec.

Tassement du marché du travail

Le repli des exportations s'est répercuté sur l'évolution du marché du travail. L'emploi a continué à progresser mais à un rythme moins vigoureux qu'auparavant. Suivant une croissance de 2,4 % en 2000, la croissance de l'emploi a ralenti à 0,9 % en moyenne pour les trois premiers trimestres de 2001 par rapport à la même période l'an dernier. Entre décembre 2000 et septembre 2001, quelque 45 000 emplois ont été créés au Québec, comparativement à 27 000 au Canada. Malgré la hausse de l'emploi, le taux de chômage a augmenté, s'établissant en moyenne à 8,6 % depuis le début de l'année (8,4 % en septembre dernier).

GRAPHIQUE 1.12

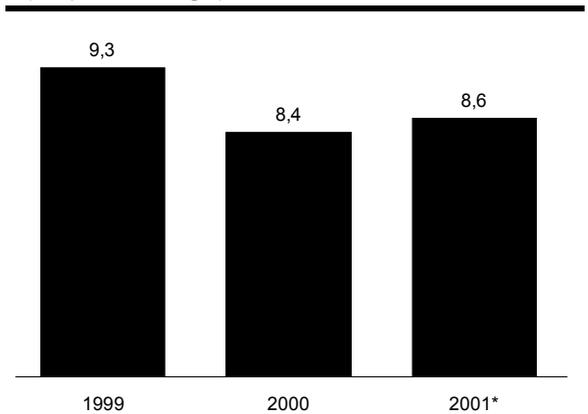
LA CROISSANCE DE L'EMPLOI A RALENTI (variation en pourcentage)



*Moyenne des trois premiers trimestres.
Source : Statistique Canada.

GRAPHIQUE 1.13

LE TAUX DE CHÔMAGE A AUGMENTÉ (en pourcentage)



*Moyenne des trois premiers trimestres.
Source : Statistique Canada.

La demande intérieure continue à progresser

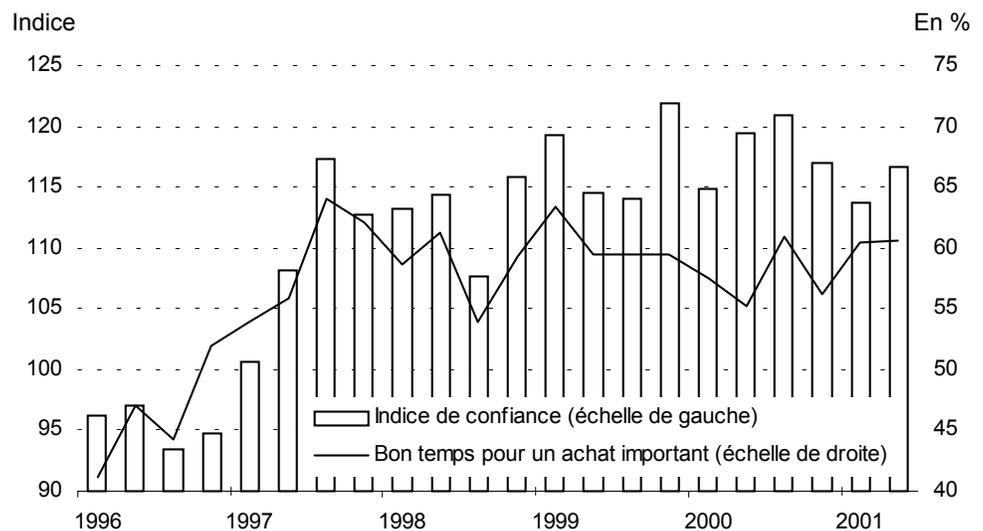
Les ménages étaient toujours confiants avant les attentats

Malgré un ralentissement, la demande intérieure a continué à progresser, la confiance des ménages étant demeurée à un niveau relativement élevé avant les attentats terroristes du 11 septembre. Disposant d'un pouvoir d'achat accru en raison notamment de réductions importantes à l'impôt des particuliers, les ménages ont continué à augmenter leurs dépenses depuis le début de l'année, tant du côté de la consommation que de celui du secteur de l'habitation.

GRAPHIQUE 1.14

LA CONFIANCE DES CONSOMMATEURS AU QUÉBEC DEMEURAIT ÉLEVÉE AVANT LES ATTENTATS

(indice et pourcentage des réponses)



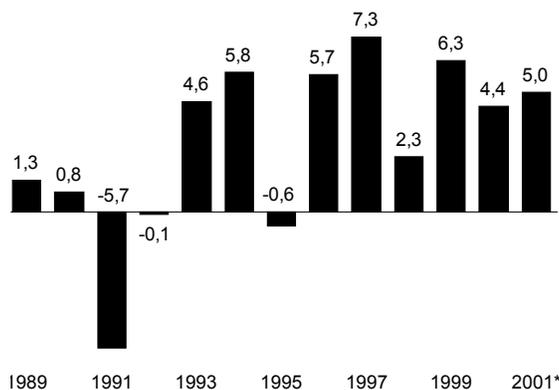
Source : Conference Board du Canada.

Bonne progression des dépenses de consommation

Les ventes au détail ont continué à croître à un rythme relativement élevé cette année. Le taux de croissance s'est établi à 5,0 % pour la moyenne des huit premiers mois de 2001, comparativement à celle de la même période l'an dernier, une hausse supérieure à celle enregistrée au cours de l'année 2000 (4,4 %). Il s'agit également d'une progression nettement supérieure à celle enregistrée lors des périodes de ralentissement économique précédentes.

GRAPHIQUE 1.15

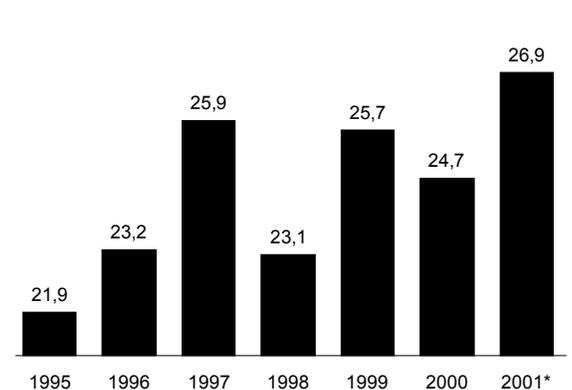
BONNE PROGRESSION DES VENTES AU DÉTAIL (variation en pourcentage)



*Moyenne des 8 premiers mois de 2001.
Source : Statistique Canada.

GRAPHIQUE 1.16

HAUSSE DES MISES EN CHANTIER (milliers d'unités)



*Moyenne des 9 premiers mois de 2001.
Source : Société canadienne d'hypothèque et de logement.

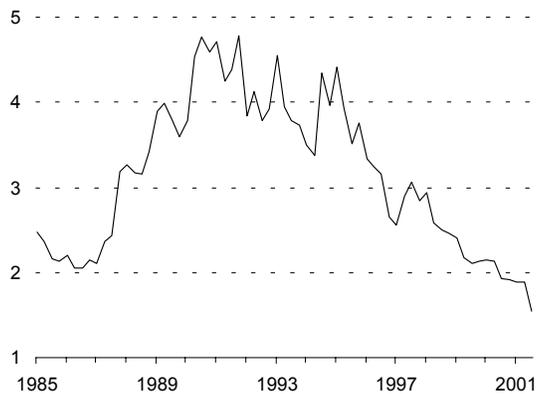
Hausse de la construction résidentielle

Stimulées par une baisse importante des taux d'intérêt hypothécaires et une faible offre excédentaire, les mises en chantier ont augmenté fortement au cours des premiers mois de 2001. Leur nombre a en effet atteint 26 900 unités en moyenne de janvier à septembre, soit le niveau le plus élevé des sept dernières années.

L'offre excédentaire sur ce marché s'est fortement résorbée comme en témoignent les faibles niveaux actuels du rapport inscriptions/ventes et du taux d'inoccupation des logements locatifs. Ce dernier, qui avait atteint un sommet de 7,5 % en 1992, a diminué à 2,2 % en 2000.

GRAPHIQUE 1.17

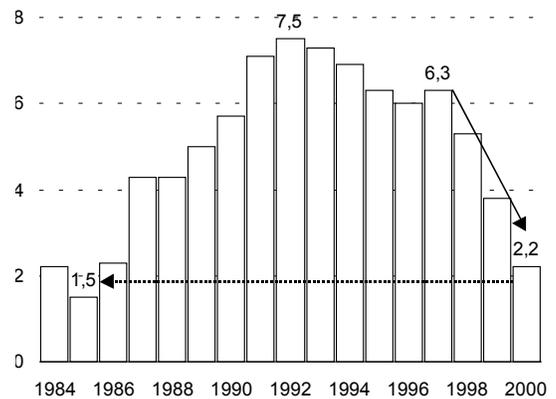
BAISSE DU RAPPORT INSCRIPTIONS/TRANSACTIONS (rapport)



Source : Association canadienne de l'immeuble.

GRAPHIQUE 1.18

TAUX D'INOCCUPATION DES LOGEMENTS LOCATIFS AU QUÉBEC (en pourcentage)



Sources : Société canadienne d'hypothèque et de logement et ministère des Finances du Québec.

TABLEAU 1.1

PRINCIPAUX INDICATEURS ÉCONOMIQUES – QUÉBEC ET CANADA

	Dernière période disponible	Variation en pourcentage	
		2000	2001 ⁽¹⁾
CANADA			
— PIB réel	2 ^e trim.	4,4	2,3
— Prix à la consommation	Septembre	2,7	3,0
QUÉBEC			
— PIB réel	2 ^e trim.	4,7	2,4
— PIB nominal	2 ^e trim.	6,2	3,8
— Exportations (\$ 1997) ⁽²⁾	Juillet	19,9	-3,0
— Ventes au détail	Août	4,4	5,0
— Salaires et traitements	Juin	6,5	4,0
— Mises en chantier	Septembre	-4,1	7,6
— Revente d'habitations	Août	8,0	12,4
— Investissements non résidentiels ⁽³⁾	Juillet	6,1	-0,9 ⁽⁴⁾
— Expéditions manufacturières	Août	13,5	-1,7
— Emploi	Septembre	2,4	0,9
— Taux de chômage ⁽⁵⁾	Septembre	8,4	8,6

(1) Moyenne des mois disponibles en 2001 par rapport à la même période en 2000.

(2) Base douanière.

(3) Statistique Canada, Investissements privés et publics, juillet 2001.

(4) Diminution due à la fin de deux grands projets d'investissement, soit celui d'Alcan à Alma et celui de Magnola à Asbestos. Ces deux projets mis à part, la croissance devrait atteindre environ 4 %.

(5) Niveau moyen en pourcentage (8,4 % en septembre 2001).

Les perspectives économiques révisées pour 2001 et 2002

Rappel des prévisions du Budget 2001-2002 : un ralentissement était déjà prévu

Les prévisions économiques présentées au Budget 2001-2002 intégraient déjà un ralentissement significatif de la croissance économique au Québec en raison du ralentissement aux États-Unis. Après quatre années de progression particulièrement vigoureuse, dont une hausse de 4,7 % en 2000, il était en effet prévu que la croissance ralentirait à 2,7 % en 2001 et à 2,6 % en 2002.

Jusqu'à maintenant en 2001, l'économie québécoise a été affectée par le ralentissement plus accentué de l'économie américaine. En particulier, les exportations québécoises ont été fortement touchées par la chute marquée des investissements américains en matériel informatique et de télécommunication. Elles continueront d'être affaiblies d'ici la fin de l'année par la chute de la demande provoquée par les attentats du 11 septembre.

Des perspectives de croissance à court terme amoindries par les attentats terroristes

N'eût été des attentats terroristes aux États-Unis, l'économie québécoise aurait probablement repris de la vigueur au second semestre de 2001 et les perspectives économiques pour l'année 2002 auraient alors été peu différentes de celles présentées dans le Budget 2001-2002. Ce scénario était toujours considéré le plus probable par la majorité des économistes au début de septembre, compte tenu de la baisse importante des taux d'intérêt de court terme depuis janvier (-300 points de base aux États-Unis et -175 points au Canada) et des politiques fiscales et budgétaires favorables à la croissance qui avaient été mises en place lors des derniers budgets. Mais les attentats du 11 septembre ont repoussé en 2002 la reprise attendue initialement par les prévisionnistes au second semestre de 2001.

En quelques semaines, à la suite des attentats terroristes, les perspectives économiques ont été fortement modifiées. Il est apparu rapidement que certains secteurs étaient particulièrement touchés, notamment le transport aérien, l'aéronautique et le tourisme. De plus, la confiance des agents économiques, si indispensable pour entreprendre des projets et des engagements à moyen terme, était ébranlée, non seulement aux États-Unis mais également dans les autres principaux pays industrialisés, en raison de la forte interdépendance de ces économies.

Intégrant ces impacts, les économistes du secteur privé ont révisé à la baisse leurs prévisions de croissance économique aux États-Unis pour 2001 et 2002 entre le mois de septembre et celui d'octobre 2001, et ce, de façon significative. En moyenne, ceux-ci anticipent maintenant que la

croissance se limitera à 1 % en 2001 et à 1,2 % en 2002, soit, respectivement, 0,6 % et 1,5 % de moins que les hypothèses qui prévalaient au début de septembre, juste avant les attentats. Depuis février dernier, la croissance économique aux États-Unis a été révisée à la baisse de 1 % en 2001 et de 2,3 % en 2002.

TABLEAU 1.2

RÉVISIONS AUX PRÉVISIONS ÉCONOMIQUES AUX ÉTATS-UNIS
(PIB réel, variation en pourcentage)

	2000*	2001	2002
Février 2001	4,1	2,0	3,5
Avant le 11 septembre	4,1	1,6	2,7
Octobre 2001	4,1	1,0	1,2

* Observé.

Source : Consensus Economics.

Les perspectives économiques de l'ensemble des principaux pays industrialisés ont également été révisées fortement à la baisse pour 2001 et 2002. En moyenne pour les pays du G-7, les révisions depuis février dernier atteignent environ un point de pourcentage en 2001 et deux points de pourcentage en 2002.

TABLEAU 1.3

PERSPECTIVES ÉCONOMIQUES DANS LES PAYS DU G-7
(PIB réel, variation en pourcentage)

	2001			2002		
	Février	Octobre	Révision	Février	Octobre	Révision
États-Unis	2,0	1,0	-1,0	3,5	1,2	-2,3
Canada	2,7	1,4	-1,3	3,4	1,7	-1,7
France	2,9	2,0	-0,9	3,0	1,8	-1,2
Allemagne	2,6	0,9	-1,7	2,7	1,5	-1,2
Italie	2,4	1,9	-0,5	2,7	1,5	-1,2
Royaume-Uni	2,5	2,1	-0,4	2,7	2,1	-0,6
Japon	1,4	-0,5	-1,9	1,8	-0,4	-2,2
G-7	2,1	1,0	-1,1	3,0	1,1	-1,9

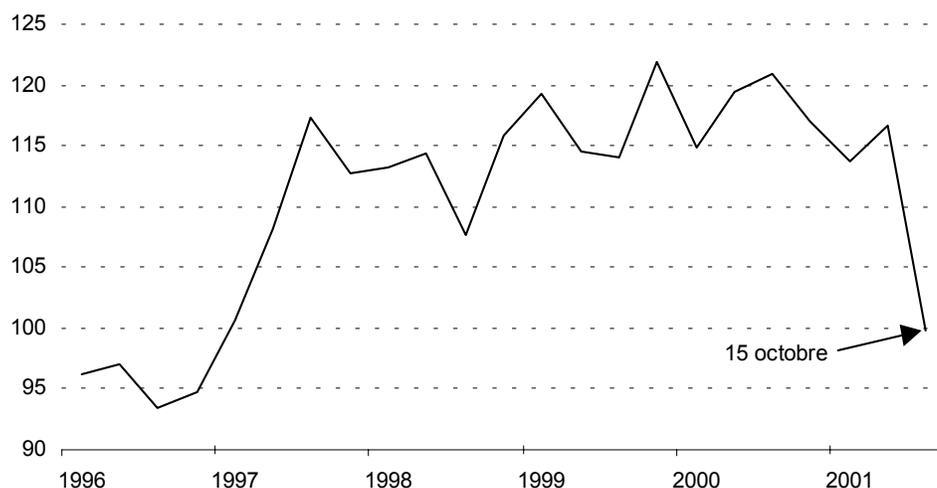
Source : Consensus Economics.

Le Québec, en plus d'être touché de manière très importante via ses exportations aux États-Unis, a lui aussi été affecté directement par les

répercussions économiques négatives à court terme des attentats aux États-Unis. En effet, d'importantes mises à pied ont été annoncées peu après le 11 septembre dans les secteurs déjà mentionnés. De plus, le contexte plus incertain qui prévaut depuis ces événements s'est traduit par une réduction de la confiance des ménages de 15 % entre le 15 juin et le 15 octobre 2001, une baisse similaire à celle observée aux États-Unis.

GRAPHIQUE 1.19

**BAISSE MARQUÉE DE LA CONFIANCE DES CONSOMMATEURS
AU QUÉBEC APRÈS LES ATTENTATS**
(indice)



Source : Conference Board du Canada.

Les facteurs clés d'une reprise de la croissance en 2002

La majorité des experts anticipe une reprise de l'économie dès le début de l'an prochain, alors que les impacts négatifs à court terme des attentats et du dégonflement de la bulle spéculative sur les marchés boursiers seront derrière nous. Plusieurs ingrédients essentiels à cette reprise sont déjà présents, d'autres sont mis en place dans le cadre du présent budget.

Important assouplissement de la politique monétaire

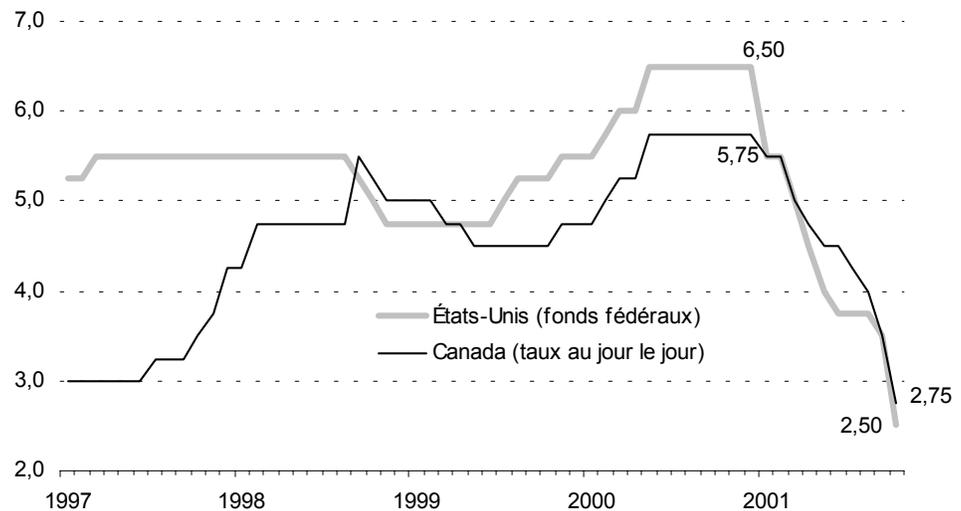
Les banques centrales américaine et canadienne ont déjà réduit fortement leurs taux d'intérêt directeurs.

Du côté américain, la Réserve fédérale a baissé de 400 points de base le taux des fonds fédéraux au cours des dix premiers mois de l'année 2001. Le taux directeur est ainsi passé de 6,5 % au début de janvier à 2,5 % en octobre 2001. Il s'agit du niveau le plus bas depuis 1962. De son côté, la Banque du Canada a réduit son taux de référence de 300 points de base, à 2,75 %. Depuis les attentats, la Réserve fédérale a abaissé ses taux

directeurs de 100 points de base et la Banque du Canada de 125 points. Étant donné les faibles perspectives de croissance à court terme, d'autres baisses pourraient survenir d'ici la fin de 2001.

GRAPHIQUE 1.20

IMPORTANT ASSOULISSEMENT DE LA POLITIQUE MONÉTAIRE (taux d'intérêt en pourcentage)



Sources : DRI-WEFA et Banque du Canada.

Des mesures gouvernementales de soutien à l'économie

Par ailleurs, tant du côté américain que canadien, les gouvernements ont mis en place un stimulus fiscal et budgétaire important au cours de la dernière année. Au Québec, la baisse d'impôt des particuliers entrée en vigueur le 1^{er} juillet dernier contribuera à soutenir l'activité économique en augmentant le pouvoir d'achat des ménages d'un milliard de dollars en 2001-2002 et de 3,5 milliards de dollars d'ici 2003-2004. En 2002, compte tenu des baisses d'impôt annoncées au cours des deux dernières années, les contribuables bénéficieront, en moyenne, d'une réduction de leurs impôts annuels de 20 %.

Le gouvernement américain, comme il a été mentionné précédemment, a déjà proposé des mesures additionnelles de stimulation de son économie. De plus, les nouvelles mesures annoncées dans le présent budget appuieront encore davantage la reprise en augmentant le pouvoir d'achat des consommateurs et le niveau des investissements. À elles seules, ces mesures devraient hausser la croissance économique de 0,7 point de pourcentage en 2002 et contribuer à créer ou soutenir quelque 30 000 emplois en trois ans, dont 16 000 en 2002.

Les prévisions révisées pour 2001 et 2002

Dans l'ensemble, l'économie québécoise devrait continuer à croître mais à un rythme plus modéré que celui anticipé auparavant. La croissance économique du Québec devrait s'établir à 1,1 % en 2001 et à 1,7 % en 2002, compte tenu des mesures de soutien de l'économie mises de l'avant dans ce budget. Des taux de croissance qui devraient se traduire par une hausse de 30 000 emplois cette année et près de 20 000 l'an prochain. Étant donné l'évolution prévisible de la population active, le taux de chômage s'inscrira légèrement en hausse, à 8,9 % en moyenne en 2002.

Une croissance économique plus soutenue et une création d'emplois plus importante sont attendues en 2003, avec la reprise plus vigoureuse de l'économie américaine et un redressement des investissements en haute technologie aux États-Unis.

TABLEAU 1.4

CROISSANCE ÉCONOMIQUE AU QUÉBEC : RÉVISIONS DEPUIS LE BUDGET 2001-2002

(PIB réel, variation en pourcentage)

	2001	2002
Budget 2001-2002	2,7	2,6
Avant le 11 septembre	1,7	2,3
Après le 11 septembre	1,1	1,0
— Impact des mesures du présent budget	---	+0,7
Budget 2002-2003	1,1	1,7

Redressement des exportations en 2002

Avec la reprise de l'activité économique aux États-Unis au début de 2002, la production de biens manufacturés au Québec devrait reprendre rapidement, de même que les exportations internationales. Les secteurs du matériel de bureau et du matériel de télécommunication devraient être parmi les premiers à bénéficier de la reprise de la demande américaine.

Toutefois, étant donné que le ralentissement plus accentué de l'économie américaine et les difficultés du secteur des télécommunications se sont traduits par une importante diminution des exportations cette année, le redressement anticipé en 2002 ne sera pas suffisant pour compenser en totalité le repli de 2001. Ainsi, sur la base des moyennes annuelles, les exportations internationales du Québec devraient diminuer, en dollars constants, de 7,4 % en 2001 et de 0,2 % en 2002, avant de rebondir en 2003.

Poursuite de la croissance de la demande intérieure

Soutenue par des politiques fiscales et budgétaires très favorables à la croissance et par de bas taux d'intérêt, la demande intérieure devrait continuer à progresser à un rythme modéré cette année et l'an prochain.

Grâce aux réductions d'impôt des particuliers et à la bonification des crédits d'impôt pour la TVQ, le pouvoir d'achat des ménages sera maintenu. Cela devrait soutenir leur confiance et leur permettre d'accroître leurs dépenses réelles de consommation de près de 2 % cette année comme l'an prochain (respectivement 3,9 % et 3,3 % en dollars courants).

En outre, étant donné les conditions actuelles sur le marché résidentiel, caractérisées par de bas taux d'intérêt hypothécaires et une faible offre excédentaire, le nombre de mises en chantier devrait s'établir à 26 700 unités en 2001 et à 27 700 unités en 2002, des niveaux supérieurs à ceux enregistrés au cours des dernières années.

Après un léger repli en 2001 dû à la fin de deux grands projets d'investissement (Alcan et Magnola), les investissements non résidentiels privés et publics devraient renouer avec la croissance en 2002. Soutenus par le programme d'accélération des investissements mis de l'avant dans le présent budget, ceux-ci devraient croître de 5,7 % l'an prochain.

TABLEAU 1.5

PERSPECTIVES ÉCONOMIQUES
 (variation en pourcentage)

	2000	2001	2002	2003
PRODUCTION				
— Produit intérieur brut réel	4,7	1,1	1,7	1,9
— Produit intérieur brut	6,2	3,3	3,0	3,2
ÉLÉMENTS DE DÉPENSES				
— Consommation	4,8	3,9	3,3	2,9
— Mises en chantier ('000)	24,7	26,7	27,7	27,7
— Investissements non résidentiels	6,1 ⁽¹⁾	-0,9 ⁽¹⁾	5,7	1,6
— Exportations internationales de marchandises ⁽²⁾	12,3	-7,4	-0,2	4,8
ÉLÉMENTS DE REVENUS ET PRIX				
— Salaires et traitements	6,5	3,2	2,5	3,2
— Revenu personnel	5,7	3,2	2,6	3,2
— Bénéfices des sociétés	12,2	0,2	-0,5	5,7
— Prix à la consommation	2,4	2,8	2,1	1,6
MARCHÉ DU TRAVAIL				
— Population active	1,4	1,1	0,8	0,9
— Emploi	2,4	0,9	0,6	1,2
— en milliers	80	30	19	40
— Taux de chômage (niveau en %)	8,4	8,6	8,9	8,6
TAUX D'INTÉRÊT – CANADA (niveau en %)				
— Bons du Trésor, 3 mois	5,5	3,9	3,0	4,4
— Obligations canadiennes, 10 ans	5,9	5,5	5,5	6,2

(1) Statistique Canada, Investissements privés et publics.

(2) Dollars constants de 1997, sur la base des comptes économiques.

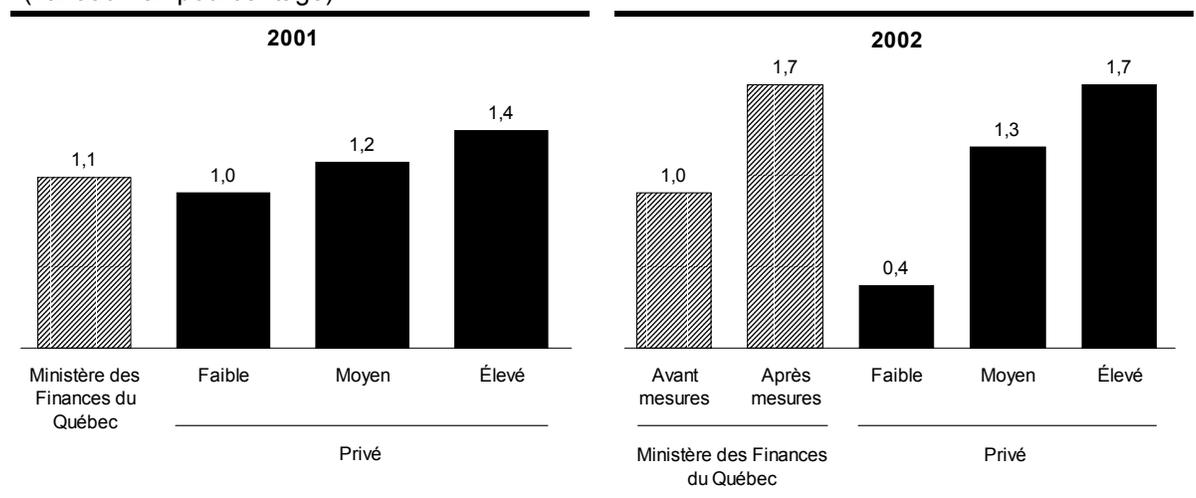
Comparaison avec les prévisions du secteur privé

Pour 2001, les prévisionnistes du secteur privé anticipent que l'économie du Québec connaîtra une croissance de 1,2 %, une estimation peu différente de celle retenue par le ministère des Finances du Québec (1,1 %).

En ce qui concerne 2002, étant donné un niveau d'incertitude plus élevé qu'au cours des années précédentes en raison des attentats du 11 septembre, les prévisionnistes du secteur privé demeurent partagés quant aux perspectives de croissance économique : l'éventail des prévisions s'étale de 0,4 % à 1,7 %. En moyenne, ceux-ci anticipent une progression de 1,3 %. La prévision du ministère des Finances du Québec est légèrement plus élevée (1,7 %), car elle tient compte de l'impact des mesures de soutien de l'économie du présent budget.

GRAPHIQUE 1.21

COMPARAISON DES PRÉVISIONS DE CROISSANCE ÉCONOMIQUES AVEC LE SECTEUR PRIVÉ – QUÉBEC (variation en pourcentage)



Source : D'après un relevé du ministère des Finances du Québec.